



« Les profs comptent » : 1 700 profs ont répondu à l'enquête du PTB sur la charge de travail

Mars 2026



Alors que le gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles, MR-Les Engagés, refusait de mandater une étude universitaire indépendante pour objectiver le temps de travail réel des enseignantes et enseignants, le PTB a décidé de donner directement la parole à la profession. Ce refus politique de quantifier et de reconnaître la charge réelle de travail illustre un mépris inquiétant pour celles et ceux qui portent au quotidien notre système éducatif.

Face à ce refus institutionnel, notre enquête a été lancée pour donner la parole aux enseignants, écouter leur vécu et rendre visible l'invisible. Elles et ils ne s'y sont pas trompés : plus de 1738 enseignants (Annexe 1) ont répondu, souvent de manière détaillée, passionnée et parfois émouvante, décrivant sans fard la réalité d'un métier sous pression, sous-évalué et sous-reconnu. C'est probablement une des plus grosses enquêtes de terrain jamais réalisées sur le travail enseignant en Fédération Wallonie-Bruxelles.

Voici quelques chiffres qui reflètent la réalité de la profession :

- 66,7 % des enseignants travaillent quasi chaque soir de la semaine ;
- 92,8 % travaillent très fréquemment le week-end ;
- 99,2 % travaillent de 1 à 4 jours durant les périodes de congé scolaire, dont 16.1% qui se rendent dans l'établissement pour le faire ;
- 92 % estiment que leur temps de travail réel n'est pas reconnu par le pouvoir politique ;
- 70 % des enseignants ayant plus de 5 ans d'expérience ont déjà envisagé de quitter le métier ;
- 83,6 % disent devoir bâcler l'aspect pédagogique suite à la surcharge administrative.

On peut constater que ces chiffres appuient toutes les études qui ont été faites sur l'enseignement, que ce soit l'enquête Talis (2018¹ et 2024²), l'étude de la VUB³, l'étude de l'UHasselt⁴ ou encore celle effectuée en Grande-Bretagne⁵. La situation du corps enseignant

¹ https://www.oecd.org/fr/publications/resultats-de-talis-2018-volume-i_5bb21b3a-fr/full-report.html

² https://www.oecd.org/fr/publications/resultats-de-talis-2024_bc095b41-fr.html

³ <https://researchportal.vub.be/en/publications/teachers-working-time-from-time-use-data-consequences-of-the-inva/>

⁴ <https://documentserver.uhasselt.be/bitstream/1942/43776/1/98978e7d-4e94-4b42-ad45-a5523f48e8c8.pdf>

⁵ <https://ijarped.com/index.php/journal/article/view/2863>



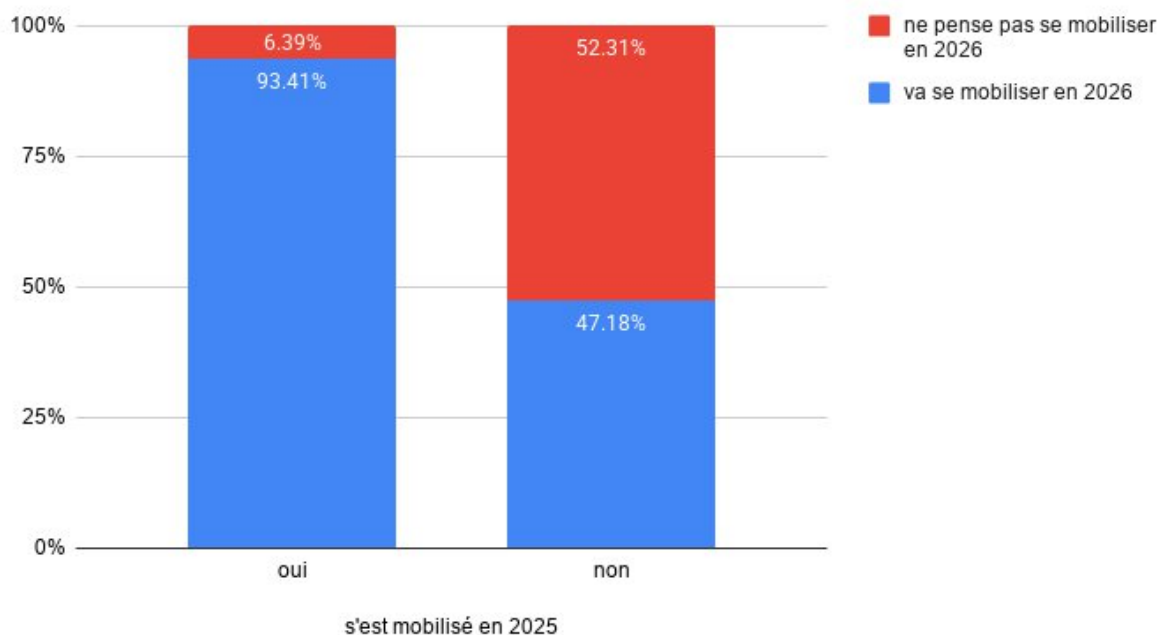
est dramatique, et les politiques menées à leur encontre, l'utilisation du secteur comme variable d'ajustement budgétaire, les économies successives supportées par les écoles, le manque de reconnaissance du métier par les autorités politiques et le mépris au nom de l'austérité, sont des facteurs aggravant de la pénurie, des conditions de travail et de facto des conditions d'apprentissage.

Ces résultats affirment avec force : les profs méritent mieux, et les élèves aussi. Derrière chaque heure de cours se cache un travail considérable de préparation, de correction, de suivi individuel, de concertation et de gestion administrative. Une heure de cours n'est jamais juste une heure de travail — c'est l'aboutissement d'un engagement bien plus large, intense et chronophage.

Cette enquête révèle un corps professionnel dévoué, qui ne compte pas ses heures par passion pour son métier et pour ses élèves, mais qui exprime un profond désenchantement face à des conditions de travail de plus en plus difficiles et un manque de considération criant.

Au-delà du constat alarmant de l'état du secteur : les enseignants sont de plus en plus déterminés. Déjà nombreux en 2025 à s'être mobilisés pour leur pensions et pour l'avenir des écoles et des jeunes, d'autres vont les rejoindre. En effet, près de la moitié (47,2 %) de celles et ceux qui n'avaient pas participé à des actions déclarent vouloir débrayer en 2026. La très grande majorité de celles et ceux qui s'étaient déjà mobilisés comptent poursuivre les actions (93,4 %). Cette écrasante majorité envoie un message politique clair. Elle démontre que la mesure des « 10 % de travail supplémentaire » et les autres attaques n'ont pas brisé la profession, mais ont au contraire cristallisé une colère et une volonté de lutte d'une ampleur inédite.

Progression de la mobilisation des enseignants



6

Cette enquête, lancée face au refus du gouvernement de voir la réalité, lui apporte aujourd'hui la preuve qu'il a tort sur toute la ligne.

Nous serons aux côtés des enseignantes et enseignants le 9 avril dans les rues de Bruxelles.

Nous vous présentons les résultats de notre enquête en trois axes majeurs :

1. L'envahissement du métier dans la vie privée – Quand le travail ne s'arrête jamais.
2. Le désenchantement face au mépris gouvernemental – Usure et colère d'une profession malmenée.
3. Le changement de cap à amorcer – Reconnaissance, moyens et respect : pour une éducation qui valorise celles et ceux qui la font.

Ce dossier est donc à la fois un constat sans concession et un appel à agir. Il est temps d'écouter les enseignantes et enseignants, de reconnaître la valeur de leur travail et de leur donner les moyens de l'accomplir sereinement, au bénéfice de toute la société.

⁶ n = 1 713.

Partie 1 : L'envahissement du métier dans la vie privée – Quand le travail ne s'arrête jamais

Les résultats de notre enquête sont sans équivoque : le temps de travail officiel des enseignants ne représente qu'une fraction de leur engagement réel. Le métier déborde massivement sur la vie personnelle, rendant la frontière entre vie professionnelle et vie privée extrêmement poreuse, voire inexistante. Cette invasion se manifeste à trois niveaux : l'intensité et l'invisibilité du travail, l'empiètement systématique sur les soirées et week-ends, et la confiscation des périodes de congés.

1. Une heure de cours n'est pas une heure de travail : l'invisible et l'intense

La vision réductrice qui assimile une période de cours à une heure de travail est unanimement dénoncée par les répondants. Derrière chaque heure face à la classe se cache un travail colossal de préparation, de correction, de gestion administrative et de suivi individualisé.

Un travail sous-estimé et chronophage

Les témoignages sont édifiants. Un professeur du secondaire supérieur relate avoir consacré 107 heures à la préparation d'un seul nouveau cours, et 49 heures à la création d'un outil pédagogique pour 2 heures de classe. Un autre, enseignant l'éducation physique, décrit un travail constant de planification individualisée, de recherche, de logistique (réservation de salles, facturation) et d'organisation de compétitions extrascolaires non reconnues.

Une charge administrative exponentielle

Les tâches administratives (PIA, DAccE, commentaires de bulletins détaillés, etc.) sont pointées comme une « charge devenue dingue », absorbant plusieurs heures par classe et par période d'évaluation.

Une charge mentale permanente

Au-delà du comptage des heures, les enseignants insistent sur l'intensité psychique et physique du travail en classe (« pas une minute de pause », « niveau sonore perpétuellement haut », « responsabilité grande »). Cette intensité, couplée à la charge de travail invisible, mène à un épuisement profond, même chez les plus passionnés.

2. Soirées et week-ends : la continuité forcée

Le travail en dehors des « heures officielles » n'est pas l'exception, mais la norme, transformant le domicile en une annexe de l'école.

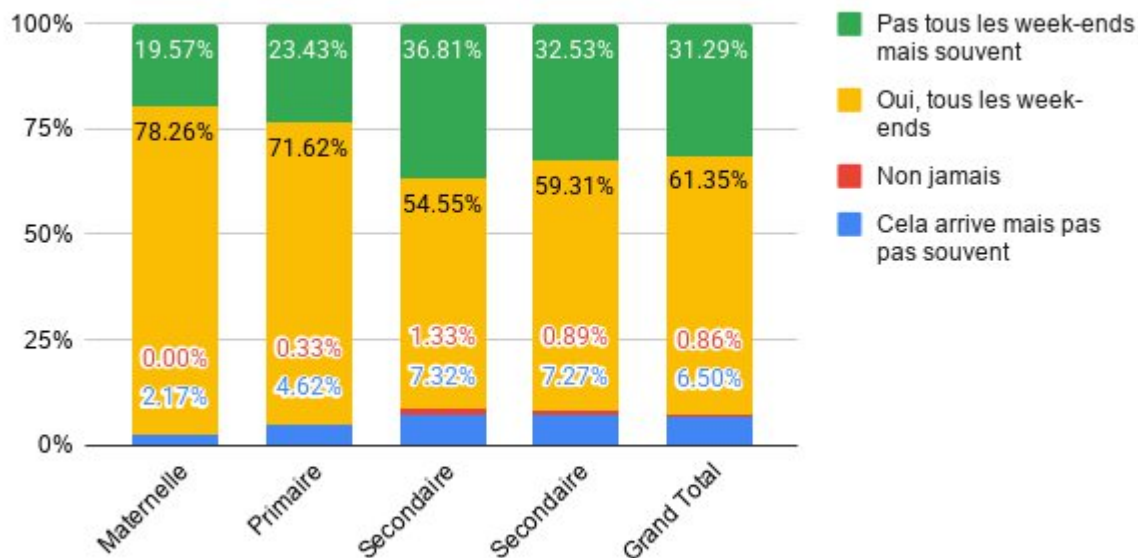
Le soir, le travail continue

66,7 % des enseignants déclarent travailler régulièrement après 20 heures (Annexe 2). Ce phénomène est particulièrement marqué dans le fondamental, où près d'un enseignant sur cinq en maternelle et primaire (environ 20 %) travaille tous les soirs.

Le week-end, rarement un repos

Le chiffre est accablant : 92,8 % des répondants travaillent régulièrement ou systématiquement le week-end. Seule une infime minorité (0,86%) déclare ne jamais travailler pendant ces jours de repos. Pour beaucoup, le week-end est le seul moment pour « rattraper » les préparations et les corrections impossibles à terminer en semaine.

Vous arrive-t-il de travailler pendant vos week-ends ?



7

3. Les « congés » scolaires : une parenthèse illusoire

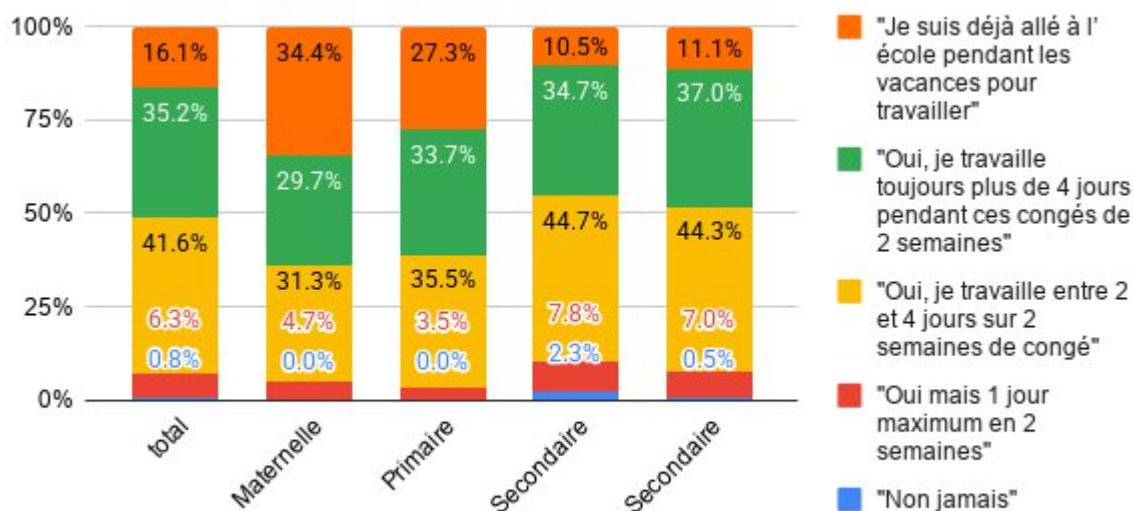
L'argument récurrent des « longues vacances » est pulvérisé par les données. Loin d'être un temps de repos, ces périodes sont massivement consacrées à un travail de fond nécessaire au fonctionnement de l'école.

Un travail quasi universel

99,2 % des enseignants travaillent pendant les congés scolaires. Ces périodes sont utilisées pour corriger, restructurer ses cours, préparer la rentrée ou accomplir des tâches administratives reportées.

⁷ n = 1 630.

Vous arrive-t-il de travailler pendant vos congés ?



Dans quel niveau d'enseignement travaillez-vous principalement

8

L'école comme lieu de travail pendant les « vacances »

Une part significative des institutrices et instituteurs, notamment en maternelle (34,4 %) et en primaire (27,3 %), se rend physiquement à l'école pendant les congés pour préparer la classe, décorer, ranger ou organiser l'espace, prouvant que le travail ne peut même pas être confiné au domicile.

Conclusion de cette partie

L'enquête révèle un modèle organisationnel qui repose structurellement sur le travail invisible, non rémunéré et non reconnu du personnel éducatif. Le temps partiel apparaît souvent non comme un choix, mais comme une condition nécessaire à la préservation d'une santé mentale et d'une vie personnelle. Comme le résume une enseignante : « Pour avoir une vie personnelle et une vie de famille "normales", il n'est pas possible de travailler à temps plein. » Cette invasion de la vie privée n'est pas un fait individuel, mais le symptôme d'un système à bout de souffle, qui use celles et ceux qui le portent par dévouement pour leurs élèves.

⁸ n = 1 762.

Partie 2 : Le désenchantement face au mépris gouvernemental – Usure et colère d’une profession malmenée

Au-delà de la surcharge quantitative, l’enquête révèle une crise profonde de sens et de reconnaissance. Les enseignantes et enseignants expriment un profond sentiment de dévalorisation, alimenté par un discours public méprisant et des réformes perçues comme punitives. Ce climat de défiance pousse une majorité à envisager de quitter la profession qu’ils aiment pourtant, et les contraint à bâcler l’essentiel au profit d’obligations administratives chronophages.

1. Un manque de reconnaissance institutionnel et social quasi unanime

Le décalage entre l’immense investissement des enseignants et la considération qu’ils reçoivent est au cœur de leur souffrance morale. Cette blessure est institutionnelle et sociale.

Un rejet institutionnel massif

Les chiffres parlent d’eux-mêmes : 92 % des répondants estiment que leur temps de travail réel n’est pas reconnu par leur institution (Annexe 3). Cette absence de reconnaissance officielle est vécue comme un déni de leur engagement.

Un sentiment d’humiliation sociale

Les témoignages sont unanimes pour dénoncer le « dénigrement permanent » venant des déclarations politiques. L’annonce des deux heures supplémentaires imposées a été vécue comme un « coup de grâce » symbolique, un message clair selon lequel leur travail n’a aucune valeur. Une enseignante témoigne : « On se sent humiliés, tout le monde pense qu’on ne fait rien alors que je travaille en moyenne 45 heures par semaine. »

L’amour du métier sapé par le mépris

Ce décalage est d’autant plus douloureux que la passion pour le métier reste vive. Plusieurs expriment cette contradiction déchirante : « J’aime mon métier, réellement... Mais se sentir

constamment rabaissée par la société, j'ai de plus en plus de mal. » Leur engagement intrinsèque est ainsi instrumentalisé pour justifier leur exploitation et ignorer leurs revendications.

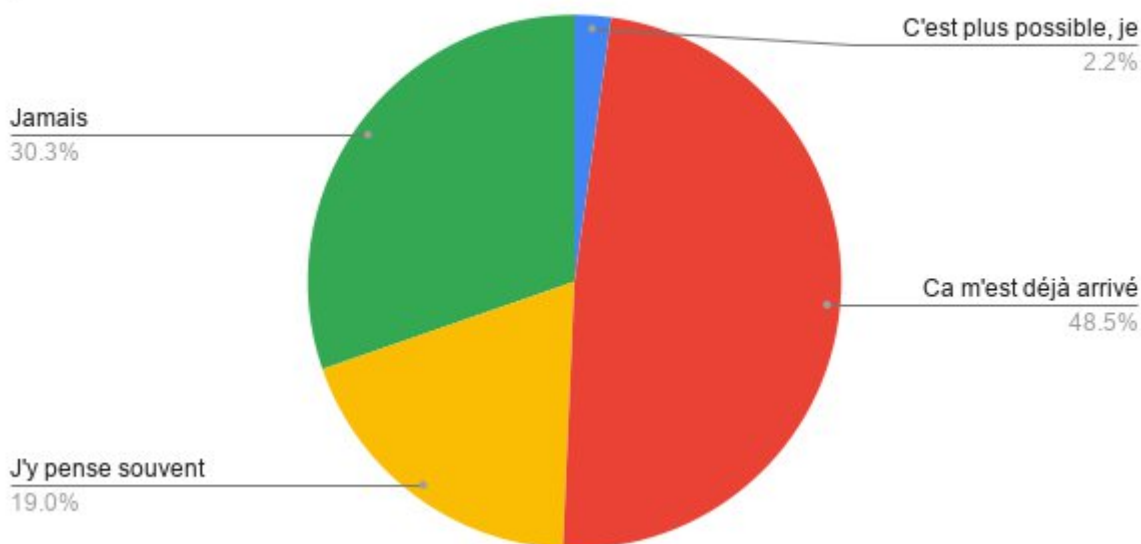
2. L'hémorragie silencieuse : la tentation de quitter la profession

Le résultat de ce climat est une crise de vocation sans précédent. La volonté de partir n'est plus une pensée fugace, mais une réalité qui traverse toutes les strates de la profession.

Une majorité en souffrance

Une large majorité de 69,7 % des répondants ont déjà envisagé de quitter la profession en raison de leurs conditions de travail. Cette proportion alarmante montre que le problème ne concerne pas une minorité, mais bien le cœur du corps enseignant.

Dans quelle mesure avez-vous déjà envisagé de quitter la profession en raison de vos conditions de travail ?



9

⁹ n = 1 680.

Items : Jamais; Ça m'est déjà arrivé; J'y pense souvent; C'est plus possible, je suis à la recherche d'un autre métier.

L'expérience n'immunise pas, elle aggrave

Contrairement à l'idée que l'ancienneté apaise, le désenchantement s'accroît avec les années. La proportion de celles et ceux qui pensent « souvent » ou ont « déjà » envisagé de partir passe de 55,1 % chez les enseignants ayant moins de 5 ans d'expérience à 72 % chez celles et ceux ayant plus de 5 années de carrière (Annexe 4). L'usure est cumulative.

Une quête active pour certains

Le chiffre le plus inquiétant : 37 enseignants sont actuellement à la recherche d'un autre métier, car la situation est devenue impossible. Ce sont des postes qui vont se libérer, non par départ à la retraite, mais par épuisement prématuré.

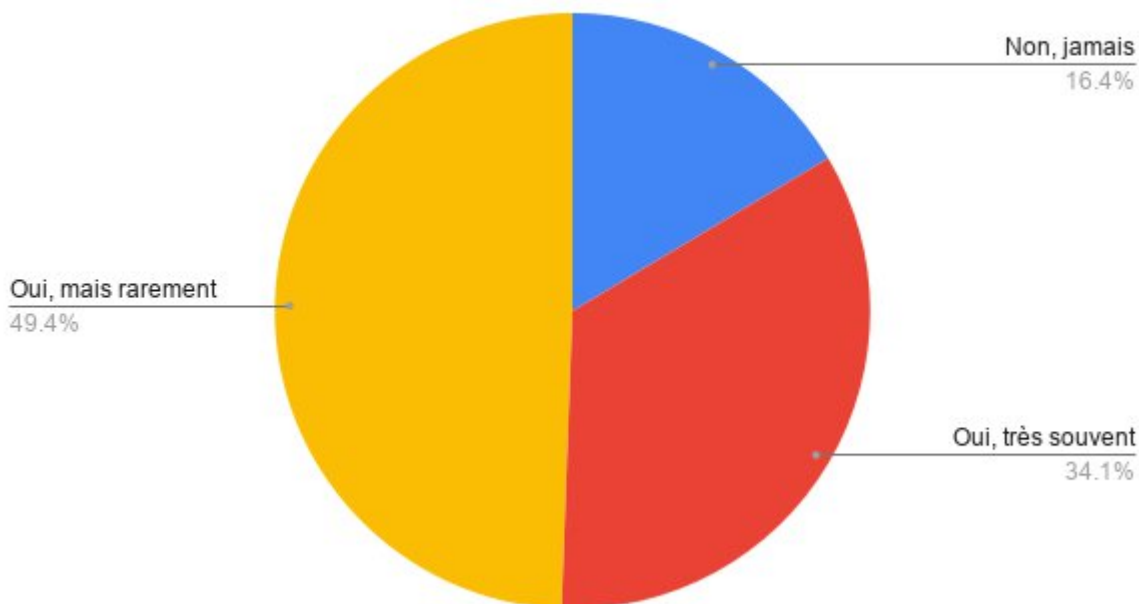
3. Des priorités inversées : l'administratif contre le pédagogique

Le métier se dénature sous la pression de tâches bureaucratiques toujours plus nombreuses, obligeant les professeurs à sacrifier le cœur de leur mission : le temps de qualité avec et pour les élèves.

L'administratif, premier consommateur de temps pédagogique

83,6 % des enseignants déclarent avoir dû bâcler leur travail pédagogique (préparation des cours, corrections approfondies, remédiations) pour répondre à des obligations administratives. Cette inversion des priorités est vécue comme un non-sens total et une source de frustration professionnelle majeure.

Vous arrive-t-il de devoir "bâcler" une tâche faute de temps ?



10

Le temps privé comme variable d'ajustement ultime

Les témoignages montrent que, face à ce dilemme, la seule issue est de voler du temps sur sa vie personnelle. Une enseignante explique : « Je m'oblige malgré tout à finir ladite tâche correctement et, donc, je prends sur mon temps de socialisation ou de repos. » C'est donc sur leur propre santé et leur équilibre que les enseignantes et enseignants compensent les dysfonctionnements du système.

Conclusion de cette partie

Le « désenchantement » ne relève pas d'un vague sentiment de malaise, mais d'une crise systémique de légitimité. Le métier se vide de son sens sous le poids d'une administration tatillonne et d'un mépris politique qui nie la réalité du travail. Les enseignantes et enseignants, pourtant passionnés et dévoués, se sentent piégés dans une machine qui les épuise et les dévalorise. La volonté massive de partir, surtout chez les plus expérimentés, est le signal d'alarme le plus grave : c'est la transmission du savoir et l'avenir même de notre école qui sont en jeu.

¹⁰ n = 1 734.

Partie 3 : Le changement de cap à amorcer – Des revendications claires pour une autre école possible

Face à ce constat d'épuisement et de mépris, les enseignantes et enseignants ne sont pas dans la résignation. L'enquête révèle une profession qui, malgré tout, pense son métier et porte des solutions concrètes pour le revaloriser. Ces propositions dessinent les contours d'une école apaisée, où le temps et les moyens seraient enfin donnés pour accomplir sereinement la mission fondamentale : instruire et éduquer. Leur cri est unanime : il faut inverser les priorités.

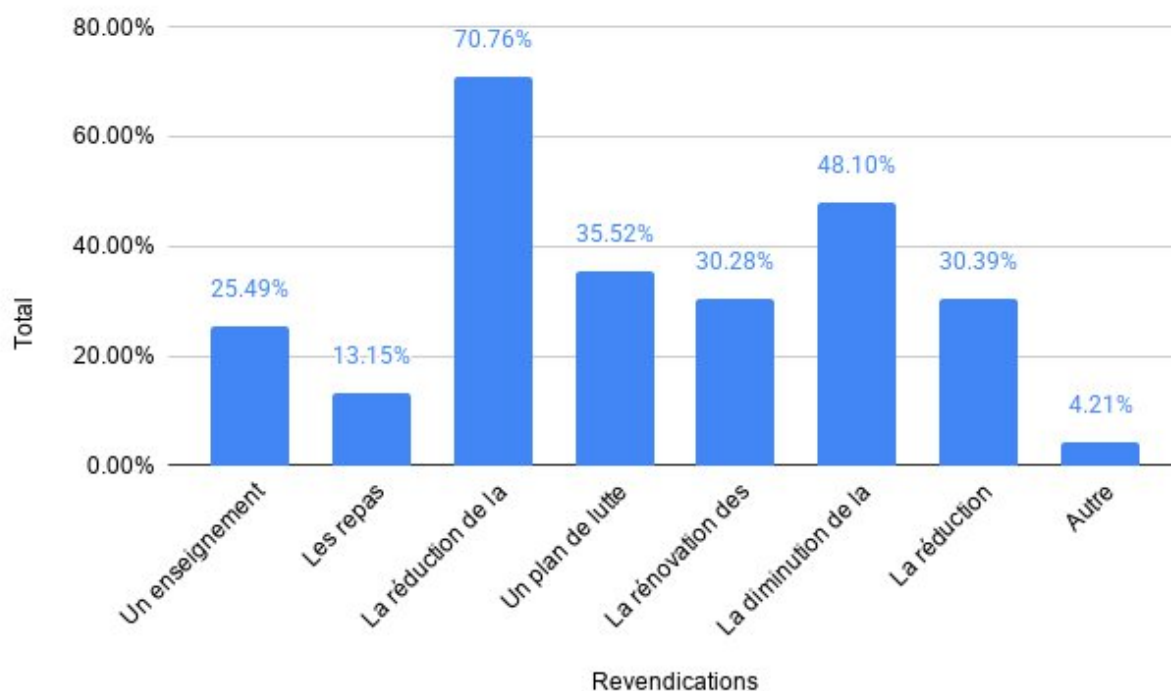
1. Des priorités claires : des conditions de travail décentes pour un enseignement de qualité

Les enseignantes et enseignants ont massivement choisi les leviers qu'ils jugent prioritaires pour améliorer leur quotidien et la qualité de l'enseignement. Leurs revendications sont pragmatiques et tournées vers l'intérêt des élèves.

La réduction de la taille des classes, revendication numéro un

Pour 70,7 % des répondants, c'est la mesure la plus urgente. Elle est perçue comme la condition sine qua non pour un enseignement de qualité, permettant un suivi individualisé, une gestion de classe plus sereine et une réduction de la charge mentale. Cette demande est transversale à tous les niveaux d'enseignement.

Revendication des enseignants



11

Libérer du temps pédagogique en réduisant la paperasse

Près de la moitié des enseignants interrogés (48,1 %) réclament une diminution drastique de la charge administrative. Il s'agit de consacrer du temps à l'essentiel : préparer les cours, corriger, innover pédagogiquement et se consacrer aux élèves en difficulté, plutôt que de remplir des formulaires.

Investir dans le cadre et les moyens

Les enseignantes et enseignants appellent également à un plan de lutte contre la pénurie d'enseignants et à la rénovation des bâtiments scolaires. Ils et elles demandent aussi la

¹¹ n = 1 734.

Revendications : Un enseignement réellement gratuit (matériel, activités, garderies); Les repas scolaires gratuits; La réduction de la taille des classes; Un plan de lutte contre la pénurie d'enseignants; La rénovation des bâtiments scolaires; La diminution de la charge administrative; La réduction collective du temps de travail avec maintien de salaire.



gratuité réelle (matériel, repas, activités), une mesure de justice sociale qui allégerait aussi leur travail quotidien de gestion des inégalités.

2. Le rejet massif des mesures du gouvernement : la goutte d'eau qui fait déborder le vase

Les propositions actuelles du gouvernement sont perçues comme une agression directe, qui aggrave tous les maux identifiés et symbolise son mépris.

Dans le secondaire, le « 10 % de travail en plus » est la mesure la plus intolérable

Pour les enseignants du secondaire supérieur, qui sont directement visés, l'augmentation de 10 % de la charge de travail est largement perçue comme la pire mesure (70,1 % des concernés). C'est l'illustration parfaite de l'incompréhension du métier : alors que les heures de travail réel explosent déjà, on impose du travail supplémentaire gratuit, niant toute la réalité documentée par l'enquête.

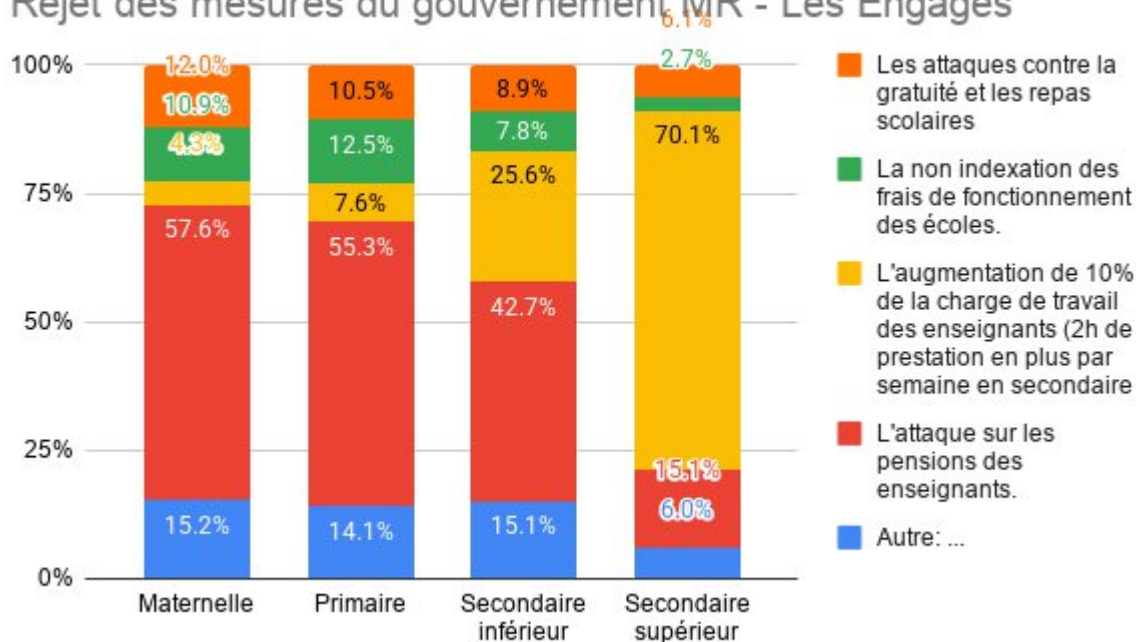
Une attaque générale sur les conditions de vie et de retraite

Dans les autres niveaux (maternel, primaire, secondaire inférieur), c'est l'attaque sur les pensions qui arrive en tête des préoccupations (48,8 % en moyenne hors secondaire supérieur). Vient ensuite la dénonciation du travail gratuit supplémentaire. Ce double sentiment – être pressurisé aujourd'hui et appauvri demain – résume le profond sentiment d'injustice.

3. « Les profs méritent mieux, les élèves aussi » : un changement de paradigme nécessaire

Les témoignages et les choix opérés dans l'enquête pointent vers une exigence simple : reconnaître la valeur du travail enseignant pour en faire un métier attractif et durable.

Rejet des mesures du gouvernement MR - Les Engagés



12

De la pénurie à l'attractivité

Les solutions proposées (moins d'élèves par classe, moins d'administratif, des bâtiments dignes, la gratuité) sont les véritables leviers pour lutter contre la pénurie. Il ne s'agit pas de « faire plus avec moins », mais de « faire mieux avec les moyens nécessaires » pour que les jeunes diplômées et diplômés aient envie de rester et que les vétérans puissent tenir jusqu'à la retraite.

C'est le chemin pour passer d'une école de la course contre la montre et du bachotage administratif, à une école où l'on peut prendre le temps d'enseigner, de soutenir, et de construire une relation pédagogique épanouissante pour toutes et tous.

Conclusion de cette partie

Le changement de cap est tracé par les premiers concernés. Il nécessite un courage politique à l'exact opposé des choix actuels : investir massivement dans les conditions de travail des enseignantes et enseignants et dans la gratuité pour les familles. C'est le seul moyen de stopper l'hémorragie, de restaurer la dignité d'une profession essentielle et de garantir à

¹² n = 1 629.



toutes et tous les élèves le droit à un enseignement de qualité. Comme le résume notre slogan : « Les profs méritent mieux, les élèves aussi. » L'enquête en fournit le plan.

Conclusion – Des profs déterminés à défendre une autre vision de leur métier

Cette enquête, lancée face au refus du gouvernement de voir la réalité, lui apporte aujourd'hui la preuve qu'il a tort sur toute la ligne :

- il a tort sur la charge de travail, massivement sous-estimée et envahissante ;
- il a tort sur le moral des enseignants, traversé par un désenchantement profond mais transformé en combativité ;
- il a tort sur leurs revendications, qui sont précises, constructives et partagées par l'immense majorité des répondants.

L'ambition portée par cette enquête et par la voix des 1 738 répondants est donc claire : obtenir le retrait pur et simple des mesures qui aggravent la crise, et imposer le changement de cap qu'ils et elles dessinent.

Le gouvernement MR-Engagés est face à un choix : persister dans le mépris et affronter une mobilisation du terrain, ou enfin les écouter, dialoguer et investir dans l'avenir. La balle est dans son camp.

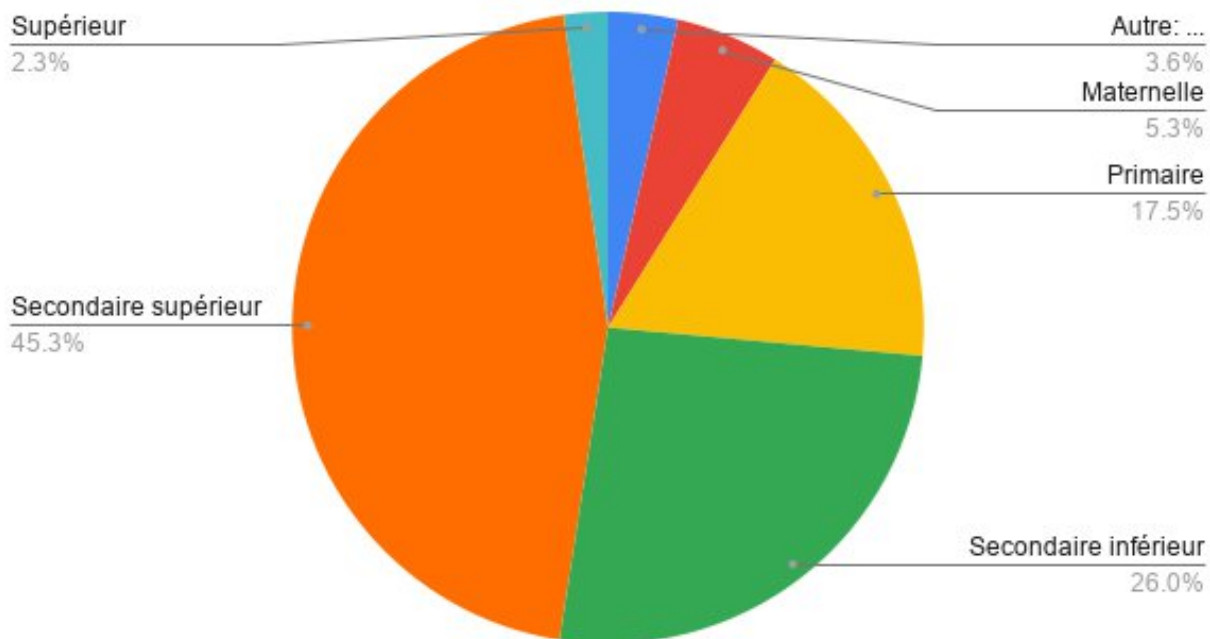
La détermination des enseignants, elle, s'est déjà exprimée dans la rue et une suite est annoncée. Parce que leur combat est juste : c'est celui de la dignité de leur métier et de l'avenir de nos enfants.

Les profs méritent mieux. Les élèves aussi. Nous sommes déterminés à l'obtenir.

Annexes

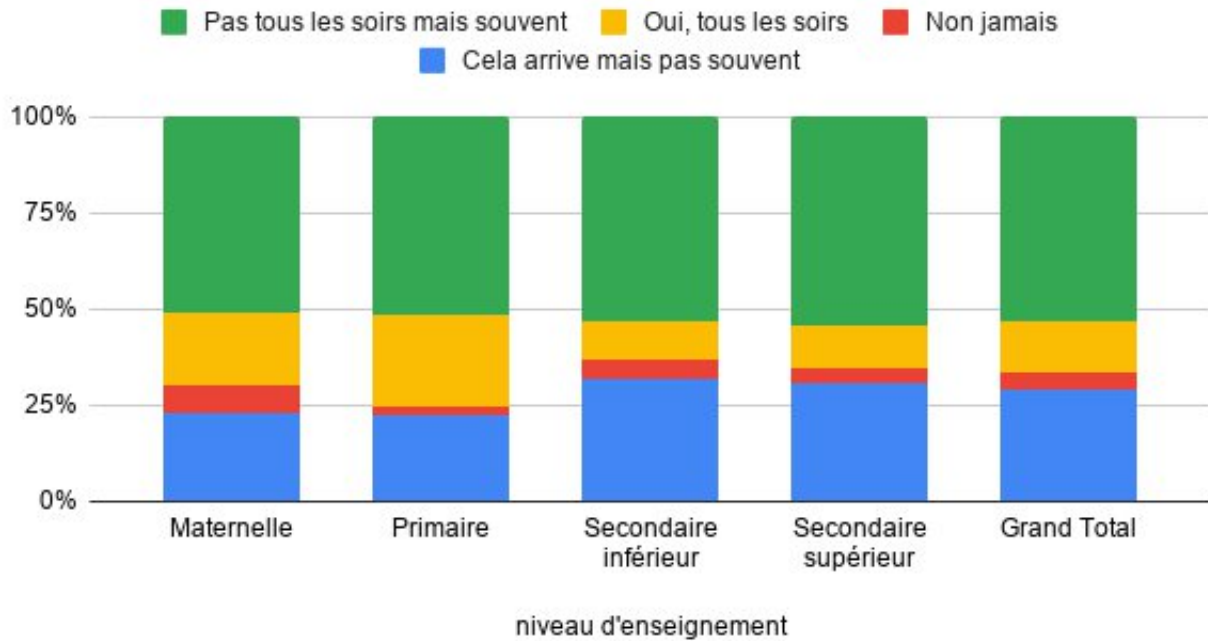
1. L'échantillon de 1 738 réponses

Niveaux d'enseignement

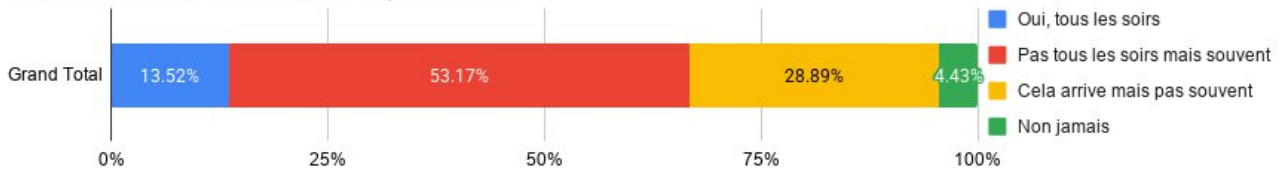


2. Travail le soir (n = 1 627)

Travail en soirée (après 20h)

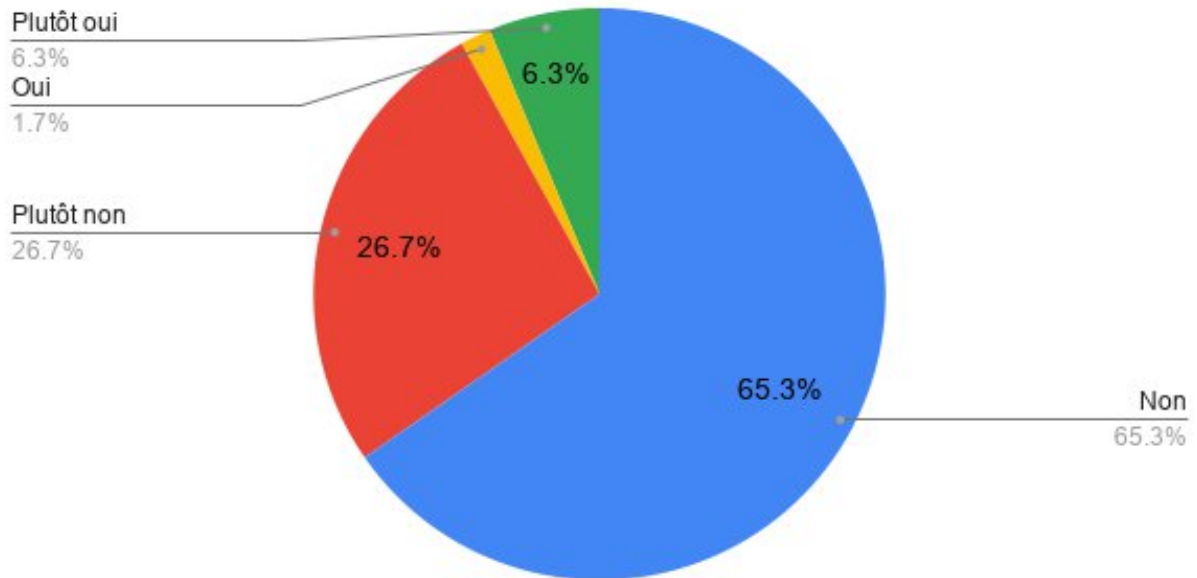


Vous arrive-t-il de travailler après 20h ?



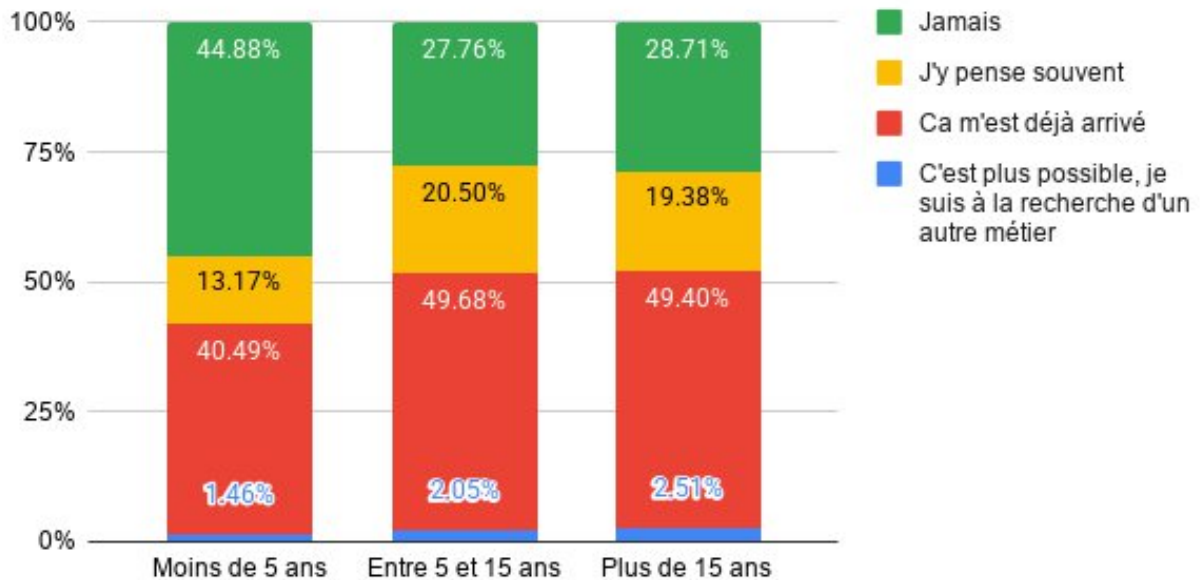
3. Travail reconnu par l'institution (n = 1 736)

Avez-vous l'impression que votre temps de travail réel est reconnu par l'institution ?



4. Envisager de quitter en fonction de l'ancienneté (n = 1 675)

Dans quelle mesure avez-vous déjà envisagé de quitter la profession en raison de vos conditions de travail ?



5. Travail le week-end (n = 1 630)

Vous arrive-t-il de travailler pendant vos week-ends ?

